



N°ART24PM44

**Arrêté Municipal portant sur  
la Réglementation du Stationnement  
et de l'Occupation du Domaine Public  
en liaison avec un Déménagement**

Le Maire de la Commune de SAINT-JEAN-LE-BLANC,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

**Vu** le Code Pénal et notamment l'Article R. 610-5,

**Vu** le Code de la Route et notamment son Article R 417-10,

**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles L. 511-1 et suivants,

**Vu** l'Arrêté du 24 Novembre 1967 relatif à la Signalisation des Routes et des Autoroutes,

**Vu** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment le livre 1, 4<sup>ème</sup> Partie, Signalisation de Prescription et le livre 1, 5<sup>ème</sup> Partie, Signalisation d'Indication, des Services et de Repérage,

**Vu** la Loi n° 89-413 du 22 Juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière, et le Décret n° 89-631 du 4 Septembre 1989,

**Vu** la Loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Collectivités Locales,

**Vu** le Décret n° 86-475 du 14 Mars 1986 relatif à l'exercice du Pouvoir de Police en matière de Circulation Routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Département du Loiret

Ville de  
SAINT-JEAN-LE-  
BLANC

Tél : 02 38 66 84 53

Fax : 02 38 56 62 94

**Considérant** la demande par mail, en date **du 1<sup>er</sup> Juillet 2024**, de la part de la Société **AIMABLE DÉMÉNAGEMENT**, sise au 55, avenue Marceau 75116 PARIS et par laquelle elle sollicite une autorisation de stationnement temporaire permettant la **réservation d'un emplacement** pour un **VÉHICULE LÉGER** dont le PTAC est de moins de 3,5 T, devant le 47, rue Paul Ratouis à SAINT-JEAN-LE-BLANC (45650), afin d'**effectuer un déménagement le 19 Juillet 2024, de 13h à 17h,**

**Considérant** la nécessité de réglementer l'utilisation de la chaussée et du stationnement au niveau du 47, rue Paul Ratouis 45650 SAINT-JEAN-LE-BLANC, pour permettre le stationnement temporaire d'un **VÉHICULE LÉGER** dont le PTAC est de moins de 3,5 T, **pour effectuer ce déménagement le 19/07/2024, de 13h à 17h,**

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** Dans le cadre d'un déménagement, il est autorisé à la Société AIMABLE DÉMÉNAGEMENT, sise au 55, avenue Marceau 75116 PARIS, de stationner un VÉHICULE LÉGER sur la chaussée, devant le **47, rue Paul Ratouis à SAINT-JEAN-LE-BLANC (45650)**, en ne gênant en rien la circulation **le 19 Juillet 2024, de 13h à 17h.**

**Article 2 :** La circulation pourra être perturbée par alternance et toutes dispositions seront prises par le demandeur pour veiller à ne pas gêner l'accès aux propriétés riveraines et permettre la circulation des véhicules des Services Publics et transports en commun.

**Article 3 :** L'installation visée à l'Article 1 sera réalisée en prenant les dispositions suivantes :

- ✓ Le **VL prévu pour ce déménagement**, sera signalé par une pré-signalisation ;
- ✓ Dans l'éventualité d'occupation du trottoir, mise en place de part et d'autre, de panneaux intitulés « piétons, passez en face », avec pré-signalisation au niveau des deux passages piétons adjacents, le cas échéant ;
- ✓ Le trottoir sera protégé de toutes souillures et les lieux seront remis dans leur état primitif ;
- ✓ La signalisation devra être conforme à l'Instruction Interministérielle précitée ;
- ✓ La signalisation routière, permettant l'alternance ou un visuel, afin de faciliter la circulation, devra être installée.

**Article 4 :** En application de l'Article R 417-10 du Code de la Route, tout arrêt et stationnement **gênant** prévu par le présent Article est puni de l'amende prévue pour les Contraventions de deuxième Classe. **En cas de stationnement ailleurs qu'aux places autorisées, la mise en fourrière pourra être prescrite dans les conditions prévues aux Articles L 325-1 à 325-3 du Code de la Route.**

**Article 5 :** Le demandeur devra **obligatoirement afficher sur place** le présent Arrêté.

**Article 6 :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité représentée par le Signataire que vis-à-vis des Tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation **de ce déménagement**. Dans le cas où l'exécution de cette autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure d'y remédier au plus vite.

**Article 7 :** Conformément à l'Article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent Arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 8 :** Le présent Arrêté sera publié, conformément à la réglementation en vigueur, par la Commune de SAINT-JEAN-LE-BLANC (Site Internet).

**Article 9 :** Ampliation du présent Arrêté sera transmise à :

- La Direction Interdépartementale de la Police Nationale du Loiret (DIPN),
- Au Chef du Service de la Police Municipale de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC,
- Au Cabinet du Maire de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC,
- A la Direction des Services Techniques de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC,
- Au Centre Technique Municipal de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC,
- Au demandeur,

qui sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à SAINT-JEAN-LE-BLANC, le 2 Juillet 2024,